



ARCEP
Madame Cécile Dubarry
Directrice générale
14, rue de Gerty Archimède
75012 Paris

N/Réf. D21-072 - DLY
Dossier suivi par Dominique Leroy
Mail dominique.leroy@seineetmarnenumerique.fr

Melun, le 04 mars 2021

Réponse du syndicat mixte Seine-et-Marne Numérique
à la consultation publique de l'ARCEP portant sur
la réalisation des raccordements finals FttH sur tout le territoire¹

INTRODUCTION

Seine-et-Marne Numérique (ci-après « le Syndicat ») est le syndicat mixte ouvert créé en janvier 2013 à l'initiative du Département de Seine-et-Marne pour assurer le développement de l'aménagement numérique départemental et en particulier la couverture FttH/FttE pour tous au travers d'un Réseau d'Initiative Publique (RIP).

Le Syndicat compte parmi ses membres adhérents : le Département, la Région Ile de France et 23 des 24 intercommunalités du territoire.

Les premiers déploiements FttH dans le cadre d'un RIP en Seine-et-Marne remontent à 2011 dans la commune de Chevry-Cossigny. Il s'agissait là d'une expérimentation portée par le Plan National Très Haut Débit (PN THD) et réalisée au travers de la Délégation de Service Public (DSP) dite de première génération, Sem@for77. Cette expérimentation a été élargie à 3 autres communes (Baillly-Romainvilliers, Cesson et Vert-Saint Denis), portant ainsi le parc de prises raccordables à 9 000 prises environ à fin 2014 commercialisées par 5 opérateurs commerciaux (OC), dont un OC d'Envergure Nationale (OCEN), en mode « Opérateur d'Infrastructure » (OI) uniquement.

Le déploiement FttH/FttE en zone RIP a été généralisé par la suite au travers d'une deuxième DSP dédiée à cet objectif, sem@fibre77, notifiée en janvier 2015 à l'opérateur Covage. Le projet comporte environ 308 000 prises à rendre raccordables. A ce jour, près de 200 000 prises sont raccordables (y compris les expérimentations) parmi lesquelles plus de 70 000 sont déjà raccordées pour délivrer les services d'un des huit OC usagers du réseau (dont 3 OCEN). Aussi, le Syndicat dispose-t-il à présent d'un recul certain sur l'objet de la consultation et les thèmes qu'elle soulève.

¹ <https://www.arcep.fr/actualites/les-consultations-publiques/p/gp/detail/realisation-raccordements-finals-ftth-sur-tout-le-territoire-171220.html>

A titre liminaire, le Syndicat considère que dans le cadre d'une Délégation de Service Publique, l'imposition à l'OI (le délégataire) de recourir au mode STOC pour les raccordements finals dès lors qu'un OCEN le demande, contrevient aux obligations du délégataire de réaliser ces investissements subventionnés dans les meilleures conditions technico-économiques. Il n'a ainsi pas la possibilité de choisir lui-même son prestataire, ni par voie de conséquence d'assurer un contrôle efficient des prestations par l'OCEN qui se trouve de surcroît être un client essentiel du réseau. Ceci conditionne pourtant la réalisation du plan d'affaires annexé au contrat de DSP. L'ARCEP a créé ici un modèle déséquilibré qui conduit en zone de RIP à la dégradation de biens publics par les OCEN qui ne contrôlent pas leurs sous-traitants.

Enfin, le motif initial de ce montage qui était d'assurer la maîtrise du contact avec l'abonné par l'OC dans la phase de raccordement, oblige à un transfert de responsabilité vers l'OC d'une activité d'OI (le raccordement étant une partie du RIP, bien de retour à la Collectivité), dont il n'a pas forcément les compétences ou capacités ; la démonstration en a largement été faite ces derniers mois. Mais surtout, cette protection est particulièrement non pertinente dans le cadre d'un RIP qui impose de manière intrinsèque, une obligation de neutralité au délégataire en tant qu'OI (L1425-1), sous le contrôle du délégant. Le motif est donc non valide dans le cadre d'un RIP.

L'argument par la suite avancé, que les OI qui ne seraient pas verticalement intégrés (en dehors du groupe d'un OCEN) n'auraient pas la capacité à produire les raccordements finals, relève du procès d'intention. Du point de vue industriel, il vaut mieux sur un territoire donné, rural de surcroît, voir la charge des raccordements finals agrégée par le délégataire (en tant qu'OI) qui a la connaissance du réseau, du terrain et l'obligation du maintien en bon état du réseau sous le contrôle du délégant, que de diviser la charge entre quatre acteurs, dans un modèle qui retire de surcroît à l'OI ses capacités de contrôle prévus par le contrat de DSP (cf ci-dessus).

REPONSE A LA CONSULTATION

QUESTION 1 – RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Partagez-vous la synthèse établie par les services de l'Autorité des travaux d'état des lieux du groupe de travail « exploitation ».

Le Syndicat a vu la commercialisation des prises démarrer sur ses RIP en 3 phases :

- La phase d'expérimentation sur 4 communes (2012-2015) en mode OI uniquement ;
- La phase de commercialisation sur le réseau sem@fibre77 auprès d'opérateurs dits « alternatifs » essentiellement, jusqu'à mi 2018. Les raccordements finals s'effectuent alors en mode OI ;
- La phase de commercialisation actuelle avec 3 OCEN en plus ; comme le souligne l'ARCEP, « les opérations de raccordement final sont dans leur grande majorité réalisées en mode STOC ». Il convient de préciser que cela s'impose à l'OI et ne relève pas de son choix du sous-traitant. Ce n'est pas le résultat d'un plébiscite mais d'une contrainte.

Dans les deux premières phases décrites ci-dessus, le Syndicat n'a jamais observé les difficultés d'exploitation constatées que sont celles relevées depuis la mise en œuvre massive et majoritaire des raccordements finals selon le mode STOC.

Si le Syndicat partage les difficultés constatées dans le groupe de travail « exploitation », il lui semble cependant que l'ARCEP ne considère pas les obligations qu'impose un service public tel que doit le délivrer un délégataire et qui ne s'impose pas en zone d'initiative privée (au risque de l'investisseur). Toutes les incidences sur l'exploitation induites par le mode STOC dans le cadre d'un RIP portent une atteinte grave :

- à l'action publique et à l'image des élus qui la porte ;
- au maintien en bon état d'usage de biens publics, biens de retour à la collectivité ;
- à la continuité d'un service public.

De plus, à la différence de la zone d'initiative privée, les raccordements finals en zone de RIP se caractérisent notamment par :

- une très forte dispersion des prises (distances au PM et distance entre deux clients) aggravée par une division de la charge par le nombre d'OCEN,
- un très fort recours aux supports aériens d'Orange et surtout d'Enedis avec les enjeux de sécurité associés (plus de 40% des raccordements sur sem@fibre77),
- une plus forte composante de maisons individuelles dont la qualité des modes de distribution rend les raccordements plus difficiles à réaliser dans des volumes de cas plus importants.

Dans ce cadre, la forte concurrence entre les OCEN pour la commercialisation des prises du RIP seine-et-marnais, avec la charge de raccordements sur un réseau qui n'est pas le leur et dans une chaîne de sous-traitance non maîtrisée mène aux constats suivants par le délégant, les élus et les administrés :

- des dégradations des biens publics quasi générales lors des raccordements ;
- une qualité de traitement fréquemment déplorable de l'expérience abonné (c'est paradoxal lors du raccordement, le sous-traitant de rang N de l'OCEN reportant son incapacité à faire sur une faute inventée de l'OI et donc exonératoire pour lui (souvent un problème de route optique) ;
- des incidents d'exploitation qui se multiplient pour les abonnés et se traduisent par des débranchements (coupleur plein), des malveillances et une gestion calamiteuse des pannes nécessitant une intervention de l'OCEN au PM ou au PBO et induisant des durées de pannes de service excessives.

Le Syndicat dispose d'une importante photothèque qu'il tient à la disposition de l'ARCEP pour illustrer ce constat dramatique ; l'annexe 1 en donne quelques exemples. Les commentaires sur les réseaux sociaux sont également édifiants. Ceux des administrés de Saint -Germain sur Morin sur la page Facebook de la mairie, suite à un acte de vandalisme sur les jarretières au niveau d'un PM, le 19 décembre 2020, illustrent la défaillance du mode STOC, y compris dans l'exploitation du réseau. Il aura fallu plus d'un mois à certains OCEN, sans information de planning à l'OI et donc au délégant et aux élus, dans le cadre de la crise sanitaire, pour simplement reconnecter des jarretières et rétablir les services. Le délégataire est intervenu en quelques jours pour les autres abonnés (en mode OI).

Fort de ces constats répétés, le Syndicat a rappelé son délégataire (OI) à ses devoirs contractuels par un courrier en date du 22 juin 2020. Réponse a été apportée au Syndicat par courrier en retour, fortement documenté, en date du 09 juillet 2020 (confidentiel secret des affaires). Ces courriers sont joints en annexe 2 de la présente réponse. Il en ressort que malgré toutes les assurances données il y a plus de 7 mois à présent par le délégataire et ses efforts manifestes de contrôle d'une part et les perspectives annoncées par les opérateurs (OI et OC) sous l'égide de l'ARCEP lors de la réunion du 1^{er} avril 2020 d'autre part, le constat est toujours le même.

Le Syndicat regrette par ailleurs que la question du partage de la valeur et de la rémunération des raccordements ne soit pas abordée (différence inexplicable entre le tarif de sous-traitance et le paiement de l'auto-entrepreneur venant faire le raccordement sur le terrain...). Cette question a pourtant systématiquement été identifiée comme centrale par les acteurs publics et certains OI lors des réunions sur le sujet (le 01/04/20 notamment), sans que l'Arcep accepte de le faire figurer dans ses comptes-rendus et autres feuilles de route...

QUESTION 2 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Concernant l'envoi par les opérateurs commerciaux des CRI enrichis et des CR STOC :

- ces flux d'informations sont-ils suffisamment exhaustifs (notamment : clichés avant/après des interventions, métadonnées) pour permettre aux opérateurs d'infrastructure de contrôler la réalisation des interventions ?

- ces flux d'informations sont-ils suffisants pour le suivi des interventions ou doivent-ils être complétés par la mise en place d'autres outils ? Détaillez le cas échéant.

*- l'exploitation des données des CRI enrichis fait-il l'objet d'un contrôle systématique par l'OI ?
Détaillez en les modalités le cas échéant.*

Le Syndicat n'est pas en capacité de répondre de manière pertinente à ces questions qui relèvent des modalités entre son délégataire et les prestataires (OCEN en premier lieu).

QUESTION 3 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

La reprise de malfaçons est une étape indispensable dans la bonne exploitation des réseaux. Quel délai est imparti aux opérateurs commerciaux pour leur permettre d'intervenir et reprendre les défauts constatés ?

Les malfaçons et dégradations ne sont tout bonnement pas acceptables. La question du délai en serait une si l'occurrence était exceptionnelle. Mais malheureusement, aussitôt l'installation remise en état dans les règles, aussitôt les dégradations reprennent sur cette même installation démontrant par là même l'incompatibilité du mode STOC avec les obligations de service public de l'OI délégataire.

Il apparaît cependant difficile pour le Syndicat que l'OI soit en véritable capacité de faire respecter ces délais compte-tenu de l'asymétrie relationnelle entre OI et OC.

*Un processus de reprise des malfaçons partagé entre opérateurs vous apparaît-il nécessaire ?
Quelles en seraient les modalités éventuelles, notamment en termes de délai ?*

Un OI ne peut valablement avoir autant de processus de reprise des malfaçons qu'il existe d'OCEN imposant le mode STOC.

QUESTION 4 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Les préconisations du recueil de spécifications techniques du comité d'experts fibre optique pour les armoires de rue, notamment dans l'utilisation de serrures et de clés triangles, vous paraissent-elles adaptées ?

Les PM du réseau sem@fibre77 ont tout d'abord été équipés de clés, remplacées par des clés triangle. Quelle que soit la solution de fermeture des portes du PM, elles sont défoncées ! Une porte avec serrure « clé triangle » a été ouverte à la disqueuse (PM neuf avec commandes d'un seul OCEN uniquement). Le Syndicat ne voit pas en quoi une serrure plus sophistiquée empêchera ces actes de vandalisme, sauf à mettre chaque armoire sous vidéo surveillance.

Tant que certains sous-traitants ouvriront les armoires au pied de biche/tampon en fonte/disqueuse parce qu'ils ne sont ni formés, ni payés suffisamment, ni contrôlés par les OCEN et leurs sous-traitants de rang supérieur, il n'apparaît pas servir à grand-chose d'investir dans des changements de serrures.

Le cas échéant, quels éléments pourraient devoir être améliorés ou ajoutés aux armoires pour en améliorer l'exploitation ?

La question n'est pas là. En comparaison, les armoires de sous-répartition du réseau cuivre de France Télécom puis Orange ont en moyenne eu une durée de vie en bon état de marche de plusieurs dizaines d'année. Pourquoi ? Sous le contrôle unique et maîtrisé du propriétaire du réseau.

QUESTION 5 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Les prototypes d'armoires de rue équipés du nouveau dispositif de brassage vous paraissent-ils mieux adaptés aux opérations de brassage et de dépose des cordons optiques

Ce nouveau dispositif de brassage devrait-il faire l'objet d'une normalisation par le comité d'experts fibre optique, y compris pour ce qui concerne la longueur des cordons optiques ?

Quelles seraient les conséquences de l'utilisation par les opérateurs commerciaux de longueurs différentes de cordons optiques selon le type d'armoires et d'opérateurs ?

Vous paraît-il nécessaire de généraliser ce nouveau dispositif de brassage, y compris pour des armoires déjà installées ? Le cas échéant, quelles devraient être les modalités de reprise de ces armoires ?

Ces sujets sont abordés dans des instances où les collectivités ne sont pas invitées, comme les multilatérales FttH et le GT exploitation. Or, les collectivités sont les donneurs d'ordres pour les RIP, les financeurs avec l'aide de l'Etat et l'OI durant la phase de déploiement dans les modes affermés.

La nécessité d'utiliser un nouveau type de brassage est exclusivement liée aux aléas du mode STOC qui a été imposé aux RIP. Aussi, s'il devait y avoir des conséquences financières pour les RIP du fait d'une obligation de changer l'existant, cette charge nouvelle devrait faire l'objet d'un financement national ad hoc via un fond alimenté par les seuls opérateurs utilisant ce mode STOC.

sem@fibre77 a à ce jour dépassé les 60% de réalisation de son objectif d'environ 308 000 prises raccordables.

QUESTION 6 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Quelles sont les différences et particularités (dans les matériels, les techniques) le plus souvent constatées sur le tronçon du raccordement final chez les opérateurs ? Le cas échéant, quelles difficultés sont-elles susceptibles d'induire ?

Quels sont les éléments techniques du raccordement final qui doivent faire l'objet d'une harmonisation supplémentaire ?

Les échanges bilatéraux entre opérateurs vous paraissent-ils suffisants pour permettre de les améliorer ? L'organisation d'un atelier spécifique sur l'harmonisation des règles d'ingénierie entrant dans le raccordement final vous paraît-elle pertinente ? Le cas échéant, quels sont les éléments et les modalités qui doivent être étudiées ?

Le Syndicat ne peut avoir d'avis sur ces échanges bilatéraux auxquels il n'est pas convié.

QUESTION 7 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Le déroulement des ateliers organisés entre opérateurs, ainsi que des études et des expérimentations lancées par certains opérateurs vous paraît-il satisfaisant pour permettre d'évaluer les bénéfices escomptés ? Le pilotage des travaux entrant dans l'amélioration de ces processus vous paraît-il suffisant ? Estimez-vous nécessaire d'engager des travaux d'harmonisation de ces processus entre opérateurs, en particulier dans l'entretien des points de mutualisation et des points de branchements ?

Les multiples expérimentations listées au c) ne peuvent permettre d'avancer que si des travaux communs permettent d'en partager les résultats pour arriver à des processus harmonisés. Il est regrettable que les porteurs de RIP, propriétaires des réseaux, ne soient pas associés au pilotage des travaux.

QUESTION 8 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Les fichiers d'informations mis à disposition par les OI, notamment fichiers IPE et CR MAD, vous paraissent-ils suffisamment complets et fiables pour déterminer les caractéristiques des raccordements à réaliser ? Quelles informations devraient être ajoutées ou fiabilisées (par exemple : longueur du raccordement) ?

QUESTION 9 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Les flux d'échanges du protocole accès doivent évoluer pour permettre une meilleure fiabilisation des opérations de raccordement. Vous paraît-il nécessaire de communiquer le tracé des infrastructures à emprunter au format SIG ? Détaillez le cas échéant les informations qui doivent être ajoutées ou fiabilisées. Cas de l'utilisation des supports exploités par Enedis .

S'agissant plus particulièrement de la pose des bandeaux verts, étape préalable à l'installation du câble de raccordement final sur les supports exploités par Enedis, certains opérateurs d'infrastructure confient la réalisation et la validation du calcul de charges à l'opérateur commercial. Dans le contexte du mode STOC, le calcul de charge est en pratique réalisé soit antérieurement à toute opération de raccordement final par l'opérateur d'infrastructure, assorti de la pose d'un bandeau vert par ce dernier, soit en régularisation du raccordement final réalisé par l'opérateur commercial. Les services de l'Autorité souhaitent interroger les acteurs sur la nécessité d'harmoniser les modalités de réalisation du calcul des charges et de pose des bandeaux verts, notamment au regard de la responsabilité de l'opérateur d'infrastructure.

QUESTION 10 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Vous paraît-il pertinent de généraliser la réalisation des calculs de charge par les opérateurs d'infrastructures ? Dans quelles situations ce calcul pourrait être effectués par l'opérateur commercial à la suite du raccordement ?

En cas de réalisation du calcul par l'opérateur commercial, quelles sont les modalités d'échanges et d'intervention à mettre en place pour régulariser le raccordement en cas de dépassement de la charge autorisée ?

QUESTION 11 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Quels sont les retours sur expérience des acteurs dans la mise en œuvre de ces modalités spécifiées par Enedis ? Quelles améliorations ou simplifications peuvent être envisagées ?

QUESTION 12 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Quelles informations sont partagées par les opérateurs commerciaux en cas d'échec au raccordement, en particulier dans les cas d'échecs sur les infrastructures de génie-civil ? Détaillez les modalités prévues entre l'OC et l'OI. Quelles informations doivent être ajoutées à ces flux d'échanges ?

Le Syndicat s'interroge s'il est tant question d'évoquer ici « *les modalités prévues* » ou ce qui doit être ajouté que le respect de règles de bases par les sous-traitants réellement (en dernier rang) en charge des raccordements en mode STOC, du fait d'un manque de temps, de moyens et de rémunération.

Les errances de ce mode STOC amènent souvent et en désespoir de cause, les abonnés et les élus à se retourner vers les services du Syndicat ou son exécutif, après avoir interpellé leurs élus locaux. Ainsi, le Syndicat dispose de nombreux témoignages écrits et oraux, parfois violents et menaçant à l'égard des agents tellement la situation devient kafkaïenne.

Les exemples des chaînes d'irresponsabilité qui se créent dans ces situations, n'ont pas valeur de démonstration mais ils atteignent un volume insoutenable :

- pour les abonnés qui attendent le service et ne savent plus vers qui se tourner pour résoudre leurs problèmes de raccordement après parfois 5 interventions et plus, étalées sur plusieurs mois,
- pour les abonnés dont le service est trop souvent coupé (ex : débranchement faute de place sur les coupleurs) et avec des délais de rétablissement non maîtrisés qui échappent à l'OI qui porte pourtant des engagements à ce sujet tel que décrit au contrat de DSP ;
- pour l'OI qui a la charge de maintenir le RIP en bon état d'usage ;
- pour les élus qui portent le projet du RIP au bénéfice de l'intérêt général, en continuant de voir la situation se dégrader depuis plus de 2 ans à présent.

Le Syndicat invite l'ARCEP, au titre de ses pouvoirs d'enquête, à obtenir la cascade de contrats des OCEN et à interroger les sous-traitants finaux à ce sujet. Sans une analyse précise de la situation, tous les pansements ne permettront pas de refermer la plaie ouverte.

QUESTION 13 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Partagez-vous l'analyse de l'Arcep sur la qualité perçue des raccordements et l'existence d'interventions insatisfaisantes ?

Le Syndicat partage l'analyse sur les conséquences dommageables pour l'OI (délégataire) et pour le Syndicat lui-même au titre de ses biens de retour (raccordement compris) de toute mauvaise qualité d'un raccordement (au PM et sur le lien PBO-PTO), alors même que l'OI ne maîtrise pas la chaîne de sous-traitants de l'OC. Le Syndicat témoigne que des intervenants – voire les plateformes d'appels téléphoniques des OCEN - se permettent même de mettre directement en cause le réseau public auprès des particuliers. Certains élus sont désormais directement interpellés par les administrés excédés. Il est d'autant plus consternant de remarquer que c'est au prétexte de la nécessité de maîtriser le lien avec leur client que les OC ont réclamé le mode STOC.

Le Syndicat estime qu'il est ici question de la pérennité même des réseaux, ces « malfaçons » représentant autant de points de fragilité pour l'avenir, dont les effets pour certains éléments pourraient ne se déclencher que dans les prochaines années, alors même que la fibre sera devenue le support essentiel de l'accès, considérant la perspective de l'extinction du cuivre (propriété d'Orange) remplacé par une infrastructure publique.

Quelles sont les solutions qui pourraient contribuer selon vous à assurer la qualité des raccordements à la fibre dans la partie privative ?

La non imposition du mode STOC permettrait en tout cas de clarifier les responsabilités. Un élu interpellé ne peut pas expliquer à ses administrés que le réseau déployé échappe à la responsabilité de la Collectivité ou à celle de son opérateur d'infrastructure (délégataire) du fait du mode STOC, et ce d'autant moins que ce mode emporte avec lui la notion d'une sous-traitance qui n'existe pas dans les faits.

Quels sont les voies de recours mises en place par les opérateurs avec leurs abonnés en cas de dégradations ou malfaçons dans la réalisation des raccordements ? Quels délais sont habituels constatés ?

Dans le cadre d'un RIP, cela se termine fréquemment par une plainte auprès de l'élu le plus près qui transfère au Syndicat soit par une mise en contact direct de l'administré avec les services du Syndicat (l'exaspération ayant mené jusqu'à la menace d'agents publics), soit par un relais par ses soins. L'avalanche de plaintes est telle qu'elle a dépassé la capacité du délégataire à traiter des demandes qui relèvent des dysfonctionnements de l'OCEN ; non pas en tant que son sous-traitant (branche OI de l'OCEN) mais de son client (branche OC de l'OCEN) qui ne traite pas correctement les plaintes (coupure de service – ex : débranchement au PM) ou les problèmes de raccordement.

QUESTION 14A – RECUEIL D'INFORMATIONS

Selon vos estimations, quelle serait la part des locaux déjà équipés en fibre optique qui ferait l'objet de l'installation d'un double câble de raccordement ? Quelles sont les difficultés engendrées par ces raccordements supplémentaires dans la mise en œuvre du système de restitution des droits d'usage ? Il est demandé d'en préciser la nature et les parties impactées : l'OI, le nouvel OC et l'ancien OC.

Quelles adaptations aux modalités de restitution des droits d'usage pourraient être apportées afin de limiter les conséquences financières de ces raccordements ?

QUESTION 14B – RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Partagez-vous l'analyse de l'Arcep sur la nécessité de la bonne mise en œuvre de la restitution des droits d'usage ?

QUESTION 15A – RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Partagez-vous l'analyse des services de l'Arcep sur l'extension des procédures de portabilité à l'accès fixe à l'internet ?

Le Syndicat partage l'analyse de la nécessité d'une extension des procédures de portabilité pour tenir compte de l'usage décroissant du numéro de téléphonie fixe.

QUESTION 15B – RECUEIL D'INFORMATIONS

La référence de la ligne vous semble-t-elle être une information bien connue des clients finals ? Quelles sont les difficultés éventuelles à systématiser la mention de la référence de la ligne sur les factures et dans l'espace client ?

Observez-vous une décroissance de l'utilisation des services de téléphonie fixe inclus aux offres fibre grand public, qui nécessiterait de revoir les procédures de portabilité de l'accès fixe ? Le code RIO vous semble-t-il pouvoir être un moyen pertinent de véhiculer l'information de la référence PTO de l'ancien opérateur au nouvel opérateur ? Quels en sont les inconvénients le cas échéant ?

Le Syndicat ne dispose pas d'éléments suffisants pour répondre à cette question.

QUESTION 15C – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Quels sont les outils utilisés par les opérateurs commerciaux dans l'identification des locaux et des lignes optiques ? Les informations relatives aux locaux dans les référentiels des boucles locales fibre vous paraissent-elles suffisantes ? Détaillez les différences que vous observez avec le fonctionnement des outils similaires utilisés sur la boucle locale cuivre.

Quelles améliorations vous sembleraient nécessaires ? En particulier, l'ajout d'informations sur le « casage » ou plus généralement sur l'identification des locaux, utilisées par exemple pour

l'identification des lignes électriques ou la fourniture du gaz, vous paraissent-elles pertinentes ? Selon quelles modalités ces informations devraient être partagées ? Une obligation supplémentaire de publication par les opérateurs vous paraît-elle nécessaire ?

QUESTION 15D – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Partagez-vous l'analyse de l'Arcep quant à la fiabilité des données sur les lignes existantes dans les systèmes d'informations ? Détaillez le cas échéant les difficultés induites par ces divergences. Selon vos estimations, quel taux de fiabilité présentent ces informations dans les SI des opérateurs d'infrastructures ? Selon vos estimations, quelle part de lignes déjà existantes font l'objet d'une construction d'un deuxième raccordement ? Quelles mesures pourraient être adoptées afin de résoudre ces divergences ?

Malgré les volumes atteints en Seine-et-Marne, cette analyse n'a pas encore pu être menée.

QUESTION 16 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les OI sont invités à rappeler le critère qu'ils utilisent pour déterminer la typologie d'un raccordement final et s'ils envisagent des évolutions sur le choix du critère. Les acteurs sont invités à renseigner, en justifiant leur choix, notamment par rapport aux conséquences pour les raccordements déjà réalisés, le critère qu'ils estiment le plus pertinent pour déterminer la typologie du raccordement final qui servira à établir son tarif. Les nouveaux champs de la version 3.1 du protocole PM doivent-ils être complétés pour informer correctement les opérateurs pour la réalisation du raccordement final ?

QUESTION 17 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs sont invités à renseigner, selon ces deux méthodes (mode de pose du PBO et cheminement du câble), et autant que possible en les croisant, la répartition des types de raccordement final qu'ils ont déjà réalisés et ceux dont l'étude a déjà été effectuée.

QUESTION 18 – RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Ces coûts par typologies vous paraissent-ils pertinents ? Si non, pourriez-vous indiquer, à la lumière des résultats détaillés dans le tableur Excel annexé à la consultation et à l'aide d'éléments objectifs et documentés, les unités d'œuvre dont les coûts ne vous semblent pas correspondre à la pratique et le coût moyen que vous leur attribuez ?

Le contrat de DSP a prévu une ventilation des typologies et des coûts suivants :

Typologie de raccordement final	Coût prévisionnel	Répartition prévisionnelle
Collectif	204 €	20%
Souterrain	405 €	49%
Façade	346 €	3%
Aérien	605 €	26%
GC	1 500 €	2%
Coût moyen de raccordement (Crac)	442 €	100%

Sur cette base et sur celle des règles de financement des raccordements finals du cahier des charges du Plan France Très Haut Débit, le subventionnement est limité :

- aux dix premières années du contrat de DSP ;
- à un montant unitaire maximal de 222 euros/raccordement ;
- à montant total sur la période précitée de 36 millions d'euros.

Le contrat de DSP prévoit par ailleurs que le délégataire produise en début d'année N+1, un rapport justificatif des coûts de raccordements finals pour l'année N. Depuis, le début du contrat (premiers raccordements en décembre 2015), le délégataire n'a jamais justifié d'un coût de raccordement moyen inférieur à 442 euros. Compte-tenu du montant capé de la subvention, le délégataire a pourtant tout intérêt à faire baisser ses coûts afin qu'ils tangentent au moins le montant moyen de 442€ en maximisant ainsi la part de subvention.

Le Syndicat joint en annexe 3 de la présente réponse, le rapport produit par son délégataire (incluant la part en mode STOC incorporée dans la moyenne) pour l'année 2020 (cette annexe est confidentielle couverte par le secret des affaires).

Il est intéressant de noter que le coût moyen des raccordements en mode STOC est sensiblement supérieur à celui des raccordements en mode OI, privant ainsi le délégataire (par l'absence de mise en concurrence) d'une part de son efficacité économique et potentiellement le Syndicat d'une part éventuelle et future d'un retour à meilleure fortune.

Il semble par ailleurs étrange de mesurer l'écart de qualité de réalisation entre le mode OI (sans plaintes d'administrés) moins couteux et celui du mode STOC paradoxalement plus couteux. Aussi, le Syndicat s'interroge légitimement sur la rémunération de l'entreprise (voire l'auto-entrepreneur) qui réalise effectivement les raccordements finals. L'OC n'étant pas propriétaire in fine de l'investissement qu'il fait pourtant réaliser (et qu'il revend à l'OI), n'a aucun intérêt à s'assurer de la qualité de ce bien ni des modalités dans lesquelles il est réellement réalisé.

QUESTION 19A - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs sont invités à renseigner la nature et le montant des charges qu'ils supportent dans le cadre de la réalisation des raccordements final. Il est demandé de bien préciser la situation dans laquelle l'acteur supporte ces charges (réalisation avec des équipes internes, réalisation en sous-traitance, supportées par l'OI pour les raccordements finals réalisés en mode STOC, etc.).

QUESTION 19B - RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Les montants moyens agrégés renseignés par l'Autorité vous paraissent-ils pertinents ? Chaque acteur (OI, OC et sous-traitant) de la réalisation du raccordement final supporte des charges qui lui sont propres, est-ce que l'ensemble de celles-ci doit être comptabilisé dans le tarif d'usage (flux n° 3) utilisé pour déterminer le montant de la restitution des droits d'usage (flux n° 4) ? Si non, qui supporte celles qui ne le sont pas et comment sont-elles facturées ?

QUESTION 20 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Quelles évolutions les acteurs anticipent-ils pour les coûts de réalisation des raccordements finals, notamment concernant la main d'œuvre, le matériel et les charges ?

QUESTION 21 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs envisagent-ils des besoins spécifiques pour les entreprises sur le segment du raccordement final qui impacterait le coût du raccordement final, par exemple le multi-accès ? Le cas échéant, comment ces besoins sont-ils pris en compte et comment sont-ils facturés ?

QUESTION 22 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Est-ce que les acteurs envisagent une facturation particulière pour les raccordements finals d'entreprises en FttH ? Si oui, sur quelle caractérisation objective entendent-ils s'appuyer ? Les acteurs sont invités à répondre en distinguant trois aspects :

- les pratiques sur le marché de détail, entre l'opérateur commercial et l'utilisateur final ;*
- les pratiques entre l'opérateur et son sous-traitant pour la construction du raccordement ;*
- les pratiques entre opérateur d'infrastructure et l'opérateur commercial pour le droit d'usage du raccordement.*

Le contrat de DSP FttH/FttE de la Seine-et-Marne ne prévoit pas de facturation particulière pour les raccordements finals d'entreprise, la très grande majorité d'entre elles étant située en zone mixte, et certaines caractéristiques des autres (longueurs supplémentaires en zones d'activité...) étant absorbables dans le volume global des raccordements. Si les coûts de raccordement sont élevés, ou a fortiori inconnus a priori (sur devis), cela nuira à la transition numérique des TPE/PME et des services publics. Pour rappel, le coût de la ligne cuivre n'est pas dépendant de la nature du client.

QUESTION 23 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Concernant les raccordements finals d'entreprise de type « FttE », les opérateurs d'infrastructure sont invités à renseigner leurs coûts et à détailler les mécanismes de facturation qu'ils proposent.

QUESTION 24 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Quelles sont les contraintes techniques qui limitent la longueur des raccordements finals (taille ou poids du touret de câbles, standardisation des fournitures, etc.) ?

Comment doit-être caractérisée la longueur maximale d'un raccordement final « standard » : une longueur de câble, un nombre d'infrastructures (chambres ou poteaux) à solliciter lors de la réalisation ou une combinaison des deux ? Est-ce que ce critère devrait être unique ou varier selon la typologie du raccordement final ?

Les acteurs sont invités à indiquer quelle approche ils utilisent, en précisant les valeurs des seuils retenus, et pourquoi. Ils sont également invités à transmettre à l'Autorité la proportion des raccordements concernés et des éléments de coût sur ces derniers.

Dans le cadre du RIP seine-et-marnais, un raccordement long est défini comme une seule prise isolée, située à plus de 100 mètres linéaires de son PBO de rattachement.

La part de ces raccordements longs est évaluée à près de 2700 prises sur le RIP pour un coût estimatif de 18,8 millions d'euros. Cette identification et ce chiffrage résultent d'un travail collaboratif entre le Syndicat accompagné de son AMO et le délégataire.

La diversité des cas de figure sur un territoire rural rend vaine toute tentative de caractérisation trop savante. La seule problématique qui compte à présent est de trouver le financement pour la réalisation de ces raccordements très sensiblement plus coûteux, ce à quoi s'attache le Syndicat.

Pour ces cas, il faut à l'évidence ne pas imposer le recours au mode STOC.

QUESTION 25 - RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Estimez-vous souhaitable que l'Autorité promeuve une harmonisation des pratiques entre opérateurs d'infrastructures sur la caractérisation des raccordements « longs » ? Si oui, sur la base de quels paramètres et selon quelles modalités ? Si non, pourquoi ?

Le Syndicat souhaite souligner ici que son réseau est à présent déployé à plus de 60%. Aussi, toute caractérisation des raccordements « longs » a posteriori pourrait se retrouver être inapplicable sans surcoût pour le projet qui relève de surcroît d'un contrat établi en 2014, après mise en concurrence.

QUESTION 26 - RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Est-ce qu'il existe un seuil en matière de longueur de câble ou de nombre d'infrastructure à solliciter à partir duquel un raccordement final ne peut plus être considéré comme réalisable par les opérateurs commerciaux ?

Au regard du développement ci-dessus, est-ce qu'il vous apparaît pertinent de fixer un seuil limite (que ce soit une longueur de câble ou un nombre d'infrastructures sollicitées) au-delà duquel l'OI ne devrait plus positionner de PBO ? Pour traiter ces cas, est-il préférable que l'OI diffère la pose du PBO (local « raccordable sur demande »), pour poser, lorsque le raccordement est demandé, un PBO « unitaire » à proximité du local, à partir duquel un raccordement « standard » sera réalisé ?

Du point de vue technique, il ne devrait pas y avoir de limites en termes de longueur de câbles, de nombre de poteaux ou de chambres intermédiaires pour effectuer le raccordement. Cela peut même compter moins que l'existence et l'usage possible de l'infrastructure de raccordement. Dit autrement, un raccordement de 500 m peut être plus « facilement » réalisé si les fourreaux ou les poteaux sont aisément mobilisables, alors qu'un raccordement de 10 m avec un fourreau cassé ou un problème de surplomb ou d'élagage en aérien pourra être considéré comme non réalisable.

Du point de vue économique, la faisabilité n'est pas à regarder avec l'œil des opérateurs commerciaux en zone RIP mais, avec celui de l'aménageur du territoire qui finance en tout ou partie sur fonds publics l'accessibilité à la fibre de ses administrés. Le Syndicat travaille actuellement au financement de ces raccordements « longs », notamment par la voie de son dossier FSN N°2 déposé le 12 février 2021 ainsi que ceux des Collectivités et ce afin que 100% des administrés en zone RIP aient accès à la fibre. Cela ne doit en rien relever d'une décision de faisabilité de l'opérateur commercial.

QUESTION 27 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs sont invités à renseigner :

- S'il existe aujourd'hui des raccordements longs, et s'ils sont ou non réalisés lorsque l'utilisateur final demande à être raccordé.

- Comment ces raccordements finals « longs » sont facturés entre l'OI et l'OC, en distinguant les situations suivantes : construction en mode OI, en mode STOC et reprise d'un raccordement existant (en particulier l'influence des travaux sur la restitution des droits d'usage). Quand cela est pertinent, il demandé de bien distinguer les deux types de flux : le tarif de sous-traitance (flux n° 2) et le tarif d'usage (flux n° 3).

Les raccordements « longs » tels que définis précédemment dans le cas du RIP seine-et-marnais ne sont pas encore réalisés à ce stade. L'agrégation des financements et la définition des modalités de réalisation sont en cours de définition.

QUESTION 28 - RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Pour les raccordements « longs », le tarif de sous-traitance (flux n° 2) doit-il nécessairement être établi sur devis ? Vous paraît-il envisageable qu'il soit plutôt établi de manière forfaitaire ? Ou le cas échéant selon une métrique simple, comme la distance à vol d'oiseau entre le PBO et le local ? Quitte à ne garder qu'une très faible partie de cas plus exotiques sur devis ?

QUESTION 29 - RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Les acteurs sont invités à exprimer, en la justifiant, leur position sur chacune des situations décrites ci-dessus :

- Situation a) : l'OC supporte l'intégralité des coûts du raccordement « long », ce qui suppose que ces derniers puissent être supportés par un seul acteur pour que l'intervention ait effectivement lieu ;*
- Situation b) : les coûts sont supportés par une surfacturation de l'ensemble des raccordements « standards » du réseau, cela permet une participation de tous les acteurs sur le segment du raccordement final, mais cela implique que le tarif d'usage moyen d'un raccordement « standard » augmente ;*
- Situation c) : les coûts sont reportés sur la masse des coûts PM-PBO et donc couvert par les tarifs d'accès PM-PBO, l'OI étant responsable de la position du PBO, il pourrait être cohérent que la différence avec les cas standards soit supportée par la desserte. Cela permet de diminuer le tarif d'usage des raccordements « longs », sans augmenter celui des raccordements « standards ».*

Le Syndicat s'efforce de créer les conditions technico-économiques d'un accès par tous au réseau sem@fibre77. Le cas des raccordements « longs » fera ainsi l'objet de financements publics dont l'objectif est de permettre un accès égal à tous aux services permis par cette nouvelle infrastructure essentielle. Ce cas ne correspond a priori à aucun des trois cas prévus dans la présente consultation.

QUESTION 30 (en domaine public) - RECUEIL D'INFORMATIONS

- Quelles sont les principales difficultés techniques qui excluent les raccordements de la catégorie « standards » (fourreau cassé, fourreau bouché, poteau à changer, élagage, etc.) ? Les acteurs sont invités à transmettre une classification de ces difficultés qui renseigne, pour chacune, le coût et la proportion à laquelle elle est rencontrée.

Selon le Syndicat, dans les cas où une difficulté technique apparaît au moment du raccordement (un fourreau cassé ou bouché, nécessité d'élagage ...), cela n'exclut pas pour autant le raccordement de la catégorie « standard ». Dès les phases d'expérimentation le délégataire a appris à gérer ces cas en mode OI afin de répondre à ses obligations de service public alors que le fonctionnement du mode STOC n'incite pas les sous-traitants de dernier rang à effectuer ce travail d'identification d'une part et dans la zone d'initiative privée, ni l'OI ni l'OC ne porte d'obligation d'autre part. Le traitement de ces cas en zone RIP est donc bien différent de celui en zone d'initiative privée.

- L'OI est responsable, sur le domaine public, de la disponibilité des infrastructures d'accueil entrant dans la réalisation du raccordement final, ce qui implique de les financer. Cela appelle-il des observations de la part des acteurs ?

L'OI est bien le titulaire des contrats et conventions signés avec les gestionnaires d'infrastructures existantes, Orange et Enedis en particulier. Aussi, la remise en état de l'infrastructure support ou sa continuité pour l'adduction doit être portée par le gestionnaire et intégrée dans le coût global d'utilisation du génie civil, afin de s'assurer du bon entretien de celui-ci.

Cela met en évidence que le mode STOC crée une chaîne de responsabilité d'une complexité accrue par rapport au mode OI.

- Dans le cas où le raccordement est réalisé par un OC intervenant en mode STOC, la réalisation technique de certaines opérations, notamment sur le génie-civil, pourrait théoriquement être menée par l'OI ou par l'OC. Y a-t-il des opérations sur le domaine public qui pourraient être réalisées par les OC dans le cadre d'une intervention en mode STOC ? Le cas échéant, dans quelles situations et quels critères permettraient de les caractériser (nature des travaux, coût des travaux, etc.) ?

La réalisation du raccordement par l'OC en mode STOC soulève déjà de nombreux problèmes sur la qualité d'un bien de retour au Syndicat. L'intervention de l'OC sur l'infrastructure de support de ce raccordement n'apparaît pas souhaitable pour le Syndicat.

- Les acteurs estiment-ils que certaines interventions sont trop complexes pour être réalisées en mode STOC ? Le cas échéant, merci de détailler la nature de l'intervention et la raison qui les rendent irréalisables par les OC.

A la difficulté identifiée ci-dessus s'ajoute bien évidemment :

- le manque de qualification et de matériels de certains sous-sous-traitants en mode STOC,
- la spécificité de travaux à effectuer par rapport à un raccordement standard,
- la rémunération au lance-pierre du sous-traitant de dernier rang qui l'oblige à multiplier les raccordements pour bénéficier d'un revenu correct et donc à exclure tout ce qui est ou semble un peu plus compliqué et long à réaliser.

- Enfin, comment les acteurs envisagent-ils la réalisation de ces raccordements : est-ce que, dans ces cas précis, une reprise en main de l'intervention par l'OI leur semble pertinente ? Pour l'intervention complexe spécifiquement, ou pour tout le raccordement ?

La reprise en main par l'OI est indispensable et peut donner lieu à une industrialisation par des campagnes de travaux, avec des entreprises qualifiées et les nécessaires autorisations d'intervention sur domaine public.

Rappelons que l'OI :

- est le titulaire des contrats et conventions signés avec les gestionnaires d'infrastructures de support existantes ;
- est porteur d'obligations de service public dans le cadre du contrat de DSP ; ça ne peut être à l'appréciation (ou au bon vouloir) du sous-traitant de rang N de l'OC.

QUESTION 31 (en domaine public) - RECUEIL D'INFORMATIONS

Comment ces raccordements finals « complexes » sont-ils facturés entre l'OI et l'OC, en distinguant les trois situations suivantes : construction en mode OI, construction en mode STOC, reprise d'un raccordement existant (en particulier l'influence des travaux sur la restitution des droits d'usage) ? Quand cela est pertinent, les acteurs sont invités à bien distinguer les deux types de flux : le tarif de sous-traitance (flux n° 2) et le tarif d'usage (flux n° 3).

QUESTION 32 (en domaine public) - RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Pour que le tarif d'usage (flux n° 3) de ces raccordements reste néanmoins à un niveau qui, en pratique, ne soit pas un obstacle à sa souscription par un OC, il pourrait être envisagé une évolution des modalités tarifaires équivalente à la « situation c) » décrite pour les raccordements « longs ».

La pratique d'un tarif d'usage plus faible que les coûts de construction, la différence (en particulier les coûts de génie-civil) est reportée sur la masse des coûts PM-PBO et récupérée via les tarifs du segment de la desserte.

Les acteurs sont invités à réagir à cette proposition de tarification.

QUESTION 33 (en domaine privé) - RECUEIL D'INFORMATIONS

- Quelles sont les principales difficultés techniques rencontrées en domaine privé lors de la réalisation du raccordement final ? Les acteurs sont invités à transmettre une classification de ces difficultés qui renseigne, pour chacune, le coût et la proportion à laquelle elle est rencontrée.

- Les acteurs sont invités à s'exprimer sur les coûts engendrés par ces raccordements finals : qui doit les supporter et comment doivent-ils être facturés ? Est-ce qu'il vous semble pertinent que ces derniers soient exclusivement portés par le client final ou, au contraire, supportés collectivement par les acteurs, par exemple au travers d'une péréquation de ces coûts sur l'ensemble des raccordements finals de la zone ?

- Enfin, les acteurs sont invités à indiquer 1) celui qui en pratique établit le cahier des charges techniques de l'intervention et 2) celui qui en pratique réalise la remise à niveau des infrastructures d'accueil. Est-ce l'opérateur d'infrastructure qui exploite le réseau sur la zone, l'opérateur commercial qui, s'il agit en mode STOC, identifiera en premier les difficultés, ou le client final qui est responsable de la disponibilité des infrastructures d'accueil ?

QUESTION 34 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Chaque répondant est invité à préciser :

- en tant qu'opérateur d'infrastructure, quel volume de raccordements FttH il a produit en 2020 sur ses réseaux, en décomposant ce volume entre « mode OI » et « mode STOC » ;

- en tant qu'opérateur commercial, quel volume de raccordements FttH il a commandé en 2020, en décomposant ce volume entre « mode OI » et « mode STOC ».

Le Syndicat renvoie sur ce point au rapport annuel (confidentiel) annexé à la présente réponse.

QUESTION 35 - RECUEIL D'INFORMATIONS

- Les acteurs sont invités à expliciter l'ensemble des flux financiers supportés et échangés entre l'OI et l'OC pour la réalisation d'un raccordement final en mode STOC, de la passation de la commande par l'OC à la perte de son client final.

- Dans le cadre d'une tarification à l'euro-l'euro⁴, les échanges financiers entre OI/OC ont-ils effectivement lieu ou est-ce que ces derniers n'interviennent qu'au moment de la restitution des droits d'usage en cas de churn ?

QUESTION 36 - RECUEIL D'INFORMATIONS

- Comment ces différentes grilles de sous-traitance sont-elles négociées entre opérateurs ?

- Les acteurs sont invités à communiquer à l'Autorité l'ensemble des grilles de sous-traitance qu'ils utilisent dans le cadre du mode STOC (avec chaque OI ou chaque OC selon les cas).

- Les acteurs identifient-ils des conséquences particulières liées à la coexistence de plusieurs grilles de sous-traitance pour une même prestation sur un même réseau ?

Le Syndicat se limite ici à souligner qu'avant d'être le sous-traitant pour la réalisation des raccordements, l'OC est le client de l'OI, disposant en l'occurrence d'un poids économique très supérieur et faussant ainsi toute négociation ; sans évoquer l'impossibilité de mise en concurrence qui représente un principe de base d'efficacité économique lorsqu'il y a une rentabilité.

QUESTION 37 - RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

- Les acteurs partagent-ils l'analyse des services de l'Autorité ? Identifient-ils d'autres risques liés à cette situation (plusieurs grilles de sous-traitance qui peuvent ne pas représenter la réalité des coûts supportés pour la réalisation des raccordements finals) ?
- Il est par ailleurs demandé aux acteurs d'indiquer en quoi cette pratique leur apparaît compatible avec l'obligation de non-discrimination pesant sur l'OI.

QUESTION 38 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Les acteurs sont invités à renseigner, en justifiant, leur appétence à la mise en œuvre d'une telle grille de sous-traitance OI-OC (flux n° 2) unique.

Les acteurs sont notamment invités à répondre aux questions suivantes : quelles seraient les difficultés liées à sa mise en œuvre ? Quelles seraient les conséquences pour l'OI ? Pour les OC ? Pour les raccordements déjà réalisés ?

L'Autorité devrait-elle chercher à généraliser une telle approche ?

A l'évidence, des OC abusent de leur position dans le cas des raccordements en mode STOC sur le réseau sem@fibre77 ; ceux-là correspondant à des coûts supérieurs au mode OI qui par la force des choses est privé de l'effet de masse qui lui devrait bénéficier au mode STOC.

QUESTION 39 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

- Quelles seraient les difficultés liées à la pratique d'un tarif d'usage (flux n° 3) forfaitaire unique, quelle que soit la typologie, pour le raccordement final ? Les acteurs sont invités à renseigner, en justifiant, leur appétence à la pratique d'un tel tarif par l'OI.

- L'Autorité devrait-elle chercher à généraliser une telle approche ?

- La partie [4.2](#) aborde les raccordements finals « longs » qui présentent des contraintes techniques qui multiplient les coûts de réalisation du raccordement. Est-ce qu'il vous apparaîtrait pertinent que ce tarif d'usage (flux n° 3) forfaitaire unique prenne en compte les coûts d'intervention supérieurs sur ces raccordements (ces coûts seraient ainsi péréqués sur l'ensemble des raccordements finals du réseau concerné) ? Les acteurs sont invités à justifier leur réponse.

QUESTION 40 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Selon vous, quelle référence de coût vous semble la plus pertinente pour fixer une nouvelle référence tarifaire pour le raccordement final en zone d'initiative publique ? S'agit-il du coût moyen (coût péréqué selon les quatre typologies) ou du coût maximal (coût d'un raccordement final réalisé en aérien) qu'un opérateur supporte pour la réalisation d'un raccordement final en zone d'initiative privée ?

Comment les surcoûts liés aux raccordements « longs » ou « complexes » abordés en partie 4.2 et 4.3 doivent-ils être pris en compte ? Les acteurs sont invités à justifier leur réponse.

Le Syndicat ne se prononce pas sur cette question qui relève de la responsabilité de son délégataire. Il demeurera attentif à ce que son délégataire respecte ses obligations contractuelles, notamment en matière de service public ainsi que la bonne utilisation des financements publics.

QUESTION 41 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Est-ce que cette distribution des raccordements finals vous apparaît pertinente pour décrire la zone moins dense d'initiative privée ; et ainsi servir pour fixer le tarif de référence de la zone d'initiative publique ? Sinon, quelle référence vous semble plus pertinente ?

QUESTION 42 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Avez-vous des observations sur la prise en compte de ces deux composantes ?

QUESTION 43 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs sont invités à expliciter l'ensemble des flux financiers supportés et échangés entre l'OI et l'OC pour la réalisation d'un raccordement final en mode STOC, de la passation de la commande par l'OC à la perte de son client final, selon que l'OC ait payé initialement le raccordement final ou qu'il le loue mensuellement.

Ils sont également invités à répondre aux interrogations suivantes :

- comment les opérateurs négocient-ils les grilles de sous-traitance OI-OC (flux n° 2) du mode STOC en zone RIP ?*
- quelle est la conséquence de la subvention publique sur les flux financiers échangés entre l'OI et l'OC en mode STOC ?*

Notamment, il est demandé aux OI de préciser les mécanismes de reversement des subventions publiques du raccordement final, lorsqu'elles existent, à l'OC. Par exemple, en mode STOC, dans le cadre d'une pratique tarifaire à l'euro-l'euro, la subvention publique est-elle reversée au moment de la facturation du raccordement final à l'OC ? Est-ce qu'elle fait l'objet d'un flux différé regroupant les raccordements finals réalisés sur un ou sur l'ensemble des réseaux de l'OI ?

Le Syndicat laisse son délégataire Seine-et-Marne Très Haut Débit ou sa maison mère, Covage, s'exprimer sur ce point.

QUESTION 44 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Les acteurs invités à exprimer leur position sur ces différentes modalités tarifaires du mode STOC en zone d'initiative publique. Les OI RIP préciseront la modalité qu'ils retiennent dans leur contrat d'accès en indiquant la raison de ce choix.

- Ils sont également invités à exprimer leur position sur la possibilité pour les OI RIP de fixer une seule grille de sous-traitance OI-OC (flux n° 2) en contrepartie du bénéfice d'un tarif d'usage (flux n° 3) forfaitaire subventionné unique en mode « CAPEX » et « location » pour le raccordement final.*

L'Autorité devrait-elle chercher à généraliser une telle approche ?